La Centrafrique ou la Françafrique au passé et au présent

vendredi 14 mars 2014, par BRUN François, DUVERGER Marie-Hélène (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2014).

Les arguments « démocratiques » et « humanitaires » ne tiennent pas. La grave crise que traverse la Républicaine centrafricaine n'est qu'une nouvelle conséquence de la domination coloniale puis néocoloniale. Tandis qu'à travers l'opération Sangaris, la puissance tutélaire ne fait que poursuivre une politique qu'elle mène depuis des lustres…

Sommaire

- Un lourd passif colonial
- Fausse indépendance et vrais
- Au revoir Djotodia, bonjour
- Nouvelle présidente mais (…)

« Tout redémarre à Bangui », annonçait l'ambassadeur de France en République centrafricaine, interviewé le 5 février 2014 par le journal *Aujourd'hui en France*. Arrivé en RCA en décembre dans les paquetages des 1600 soldats de l'opération Sangaris, Charles Malinas maîtrise parfaitement le langage des diplomates au service des intérêts des classes dominantes de leur pays. A la remarque du journaliste, *« tous les jours, il y a encore des dizaines de morts… »*, il répond sans transition : *« à Bangui l'activité repart. Les projets de développement économique vont être lancés dans les semaines qui viennent. »*. Comme on ne peut pas croire que l'ambassadeur n'ait pas compris la remarque, on est obligé de constater que, plus de deux mois après l'intervention militaire française, l'argument « humanitaire » a disparu derrière d'autres arguments, bien plus « sonnants et trébuchants ».

Mais à l'évidence, entre les déclarations de l'ambassadeur et la réalité, il y a un certain décalage. L'ordre et la stabilité propices aux affaires sont loin d'être rétablis, à tel point que l'Elysée a annoncé vendredi 14 février l'envoi de 400 soldats français supplémentaires, qui seront ensuite rejoints par 900 soldats de nombreux pays européens. On est loin de l'opération « coup de poing » promise au départ !

Une partie de l'état-major lui-même a reconnu que la situation était en train d'échapper à l'armée française. Les affrontements armés entre les ex-Séléka (les milices de la coalition autour de Djotodia, qui avait pris le pouvoir par la force en mars 2013) et les anti-balaka (les milices villageoises et partisans de l'ancien dictateur Bozizé), les violences entre chrétiens et musulmans et les attaques des bandes armées de toute obédience contre les paysans redoublent un peu plus chaque jour. C'est l'intervention militaire française qui exacerbe la crise. Le bilan est déjà très lourd : au moins 2 000 morts et un million de déplacés (pour une population de 4,5 millions d'habitants). Plus de 100 000 réfugiés s'entassent ainsi dans un gigantesque camp autour de l'aéroport de Bangui, démunis de tout, sans eau potable, sans latrines, avec un seul hôpital de fortune tenu par une ONG.

Une nouvelle fois, rien de neuf sous le soleil africain : les troupes françaises viennent et reviennent, les dictateurs passent ou trépassent, les populations sont déplacées, massacrées ou violentées … pour que les affaires puissent reprendre au plus vite. En Centrafrique même, les intérêts directs actuels des groupes capitalistes français sont relativement limités. Mais c'est l'ensemble de la région que la France veut garder sous son contrôle, pour ses intérêts propres, notamment au Niger, au Tchad ou au Cameroun mais aussi parce que c'est le rôle que lui délèguent actuellement les autres grandes puissances impérialistes, notamment les Etats-Unis : maintenir l'ordre dans la région, pour que se maintiennent les profits tirés de l'exploitation des richesses de l'Afrique.

Un lourd passif colonial

Ce n'est pas d'hier que les hommes et les femmes qui tentent de survivre tant bien que mal au cœur de l'Afrique subissent au quotidien les effets d'une domination néocoloniale, dont les avatars successifs ont pour constante de ne servir que les intérêts convergents d'une puissance, la France en l'occurrence, et d'une multitude de particuliers, du petit colon aux grandes familles et aux actionnaires. Les masques et les prétextes changent ; la machine et ses rouages, à quelques ajustements près, demeurent.

L'histoire de la très vaste zone qui nous intéresse (le territoire de l'actuelle République centrafricaine est plus étendu que la France et la Belgique réunies) ne débute pour autant pas avec la colonisation. Au demeurant, la période qui précède est loin d'être un âge d'or. Les populations y sont exposées aux effets dévastateurs de la traite à grande échelle, à laquelle se livrent tant les Européens que les Etats musulmans voisins du nord et de l'est, ainsi qu'aux razzias des potentats locaux qui échangent leur butin en esclaves contre des armes. Economie certes rudimentaire mais qui, pour ceux qui y trouvaient leur compte, ne devait pas apparaître moins rationnelle et naturelle que le capitalisme pour ses actuels thuriféraires.

Toutefois, la paix régnait parfois et, selon les témoignages des premiers visiteurs, l'agriculture pouvait être florissante autour des bourgs relativement importants de la zone forestière ou des villages dispersés dans la savane.

Vient le temps des empires coloniaux. La jeune République française trouve là une occasion de renforcer le socle encore fragile sur lequel elle est établie en satisfaisant les intérêts d'une caste qu'elle doit se concilier. Mais elle soigne déjà la façade. C'est ainsi que, dans un *Discours à la jeunesse*, en 1884, Jules Ferry, le Père fondateur de la République coloniale, assène : « *Si nous avons le droit d'aller chez ces barbares, c'est parce que nous avons le devoir de les civiliser (…) Il faut non pas les traiter en égaux, mais se placer au point de vue d'une race supérieure qui conquiert* ».

L'année suivante, devant la Chambre, quelques mois après la signature d'une convention franco-belge délimitant les zones d'influence des deux pays en Afrique équatoriale, il explique : « *qui peut dire qu'à un moment donné les populations noires, parfois corrompues, perverties par des aventuriers, par d'autres voyageurs, par d'autres explorateurs moins scrupuleux, moins paternels, moins épris des moyens de persuasion que notre illustre Brazza, qui peut dire qu'à un moment donné les populations n'attaqueront pas nos établissements ? Que ferez-vous alors ? Vous ferez ce que font tous les peuples civilisés et vous n'en serez pas moins civilisés pour cela ; vous résisterez par la force et vous serez contraints d'imposer, pour votre sécurité, votre protectorat à ces peuplades rebelles* ».

Conquis en 1903 par la France sous le nom d'Oubangui-Chari, l'actuel territoire de la Centrafrique est intégré en1910 dans un ensemble plus vaste nommé l'Afrique équatoriale française, avec le Gabon, le Congo français et le Tchad. Une partie de l'Oubangui est disputée avec l'Allemagne

installée au Cameroun. C’est donc depuis plus d’un siècle que les destins de ces pays sont liés. La meute des puissances à vocation coloniale ne cesse de s’agiter et de grogner autour du plat.

Mais la politique coloniale ne se réduit pas aux conflits entre puissances. Il s’agit aussi de s’imposer sur place et très tôt, cela ne se passe pas sans résistances. Dès le début du 20e siècle, face aux exactions du pouvoir colonial qui n’hésite pas à brûler des villages et à commettre des massacres d’indigènes pour obtenir par la terreur des porteurs ou le paiement de l’impôt, on note des révoltes sporadiques. Mais à partir de 1928, par refus, notamment, du travail forcé (on estime à près de 25 000 morts la saignée provoquée par la construction du chemin de fer Congo-Océan !) et à l’appel du « féticheur » Karnou, les ethnies parviennent à s’unir et l’insurrection est alors générale : Karnou est tué dès 1928, mais ce n’est qu’un début. La guerre dite de Kongo-wara dure jusqu’en 1932. La répression fut évidement terrible et, en 1933, les derniers rebelles furent enfumés dans les grottes où ils s’étaient réfugiés.

Fausse indépendance et vrais dictateurs

À l’heure des indépendances, c’est un prêtre défroqué, Barthélémy Boganda, non dépourvu de charisme (il est souvent vu comme la réincarnation de Karnou) qui sera considéré comme le « Père de la Nation », selon la formule consacrée. Anticommuniste mais proche à bien des égards du panafricanisme, fondateur en 1949 du Mouvement d’évolution sociale de l’Afrique noire (MESAN), il prône la création des États unis de l’Afrique latine mais il ne parvient pas éviter le morcellement. En 1959, en pleine campagne électorale pour la présidence du nouvel État, il meurt dans un accident d’avion dont les causes suscitent pour le moins des interrogations.

Dès lors, cela fait plus d’un demi-siècle que la République centrafricaine présente un visage caricatural de la Françafrique. Toujours dramatique, comme ailleurs, pour les populations ; souvent tragique, avec par exemple le massacre d’une centaine d’enfants qui avaient été arrêtés pour avoir protesté contre le coût des uniformes scolaires imposés par Bokassa, qui a pris le pouvoir en 1960 avec le soutien de la France. Parfois farcesque, comme lors de l’intermède impérial et du sacre fastueux du même Bokassa en 1977, auquel assiste le ministre français de la coopération de l’époque – mais avec toujours en toile de fond la claire volonté de l’ex-puissance coloniale de ne pas lâcher le bout de gras. La France y fait et y défait les présidents, parfois ouvertement : ainsi pour le renvoi de Bokassa devenu vraiment gênant, c’est le SDECE (l’ancêtre de la DGSE) qui conduit l’opération.

Pendant la dictature de Kolingba de 1981 à 1993, c’est un Français, chef de la sécurité présidentielle qui est réputé tenir les rênes. De même, en 2003, c’est la France qui décide du moment où elle renonce à tirer d’affaire, comme elle l’a fait des années durant, Patassé, prototype des chefs d’État corrompus. C’est elle aussi qui lâche Bozizé en mars 2013 quand ce dernier lui apparaît trop complaisant à l’égard des intérêts chinois. Et lorsque Djotodia, à qui elle a laissé prendre la main, se révélera incapable de maintenir ne serait-ce qu’un semblant d’ordre, tout sera en place pour l’épisode actuellement en cours.

Au revoir Djotodia, bonjour Samba-Panza

C’est en concertation avec Idriss Déby, le dictateur du Tchad, principal allié de la France dans la région et principal soutien de l’autre intervention militaire française en cours actuellement au Mali, que le gouvernement français a précipité la chute de Djotodia début janvier 2014. Déby lâche Djotodia, son homme de paille sur le sol centrafricain, car celui-ci se révèle finalement incapable de

tenir les milices Séléka qui contrôlent les péages routiers en provenance des pays voisins, le pétrole au nord et les diamants au centre. Et Déby se refuse à prendre le risque d'une partition du pays, comme l'a connu en son temps le Mali.

De plus, les ressortissants tchadiens sont pris à parti en RCA par les anti-balaka et sont contraints de fuir par dizaines de milliers. Sassou N'Guesso et Ali Bongo, respectivement dictateurs du Congo Brazzaville et du Gabon, sont également de la partie pour sceller le sort de Djotodia qui part rapidement pour le Bénin.

Le 20 janvier, c'est Catherine Samba-Panza, la maire de Bangui depuis mai 2013, qui est élue présidente de transition par le Parlement.

Nouvelle présidente mais vieilles recettes

Le fait rare qu'une femme accède aux fonctions présidentielles ne doit pas occulter la manière dont elle a bénéficié de l'appui total de l'Etat français. Samba-Panza est une grande bourgeoise, dont le mari a été plusieurs fois ministre des anciens satrapes de la RCA, Kolingba et Bozizé. Dans les années 1990, elle fait partie des cercles dirigeants de la filiale en Centrafrique du deuxième groupe mondial des assurances, Allianz. Elle se lance ensuite dans les affaires et fonde sa propre société de courtage en assurances.

Le 15 novembre, elle avait participé à l'assemblée générale de l'Association des maires francophones (AIMF). *« François Hollande m'a saluée et confié ''Tenez bon, nous arrivons !'' »*, a-t-elle raconté. En décembre, elle a également effectué une tournée en France pour nouer *« des partenariats de développement »*. Bref, voilà une nouvelle fois *« la transition »* à la françafricaine assurée. Les propos de Charles Malinas, l'ambassadeur de France, dans la même interview déjà citée, le confirment : *« les diamants centrafricains, qui se trouvent dans le Nord-Est et dans le Sud-Ouest sont actuellement exploités de manière clandestine et exportés illégalement au profit des ex-Séléka (...) Il s'agit de remettre sur pied un système d'exploitation du diamant avec des sociétés agréées. Catherine Samba-Panza a nommé un spécialiste de la question au ministère des Mines. La filière minière qui concerne le diamant, mais aussi l'or, pourra alors retrouver une existence économique et légale normale »*.

Plusieurs centaines de milliers d'adultes et d'enfants se tuent quotidiennement à la tâche dans les zones diamantifères, en creusant les terrains alluviaux avec des pelles et des tamis, sous la surveillance de gardes armés. Que les miliciens soient de nouveau au service du gouvernement ne changera rien au sort de ces esclaves des temps modernes.

L'intervention militaire française en Centrafrique va durer, comme dure déjà depuis plus d'un an celle au Mali. Il n'y aura jamais de fin au pillage forcené des richesses de l'ensemble du continent africain tant que le système capitaliste sera en place. Les interventions militaires impérialistes sont les conséquences récurrentes de cette avidité permanente. Alors bien sûr, en tant que militants internationalistes et anticapitalistes, nous exigeons le départ de l'Afrique de toutes les troupes impérialistes, à commencer par celles de la France, et nous réaffirmons que le combat pour l'émancipation des peuples d'Afrique est indissociable du combat pour le renversement du capitalisme.

François Brun et Marie-Hélène Duverger

P.-S.

* Paru dans la Revue L’Anticapitaliste n°52 (mars 2014). http://www.europe-solidaire.org/